



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 182 Décembre 2004 - 4 € - Bulletin mensuel de liaison du MIL - (ISSN 0989-3237)



L'ENGAGEMENT POUR LA FRANCE

Le manifeste du MIL (abrégé)

BUREAU NATIONAL :

Président :

Raoul BÉTEILLE, conseiller honoraire à la Cour de cassation, ancien député

Secrétaire général :

Pierre de VERNEJOUL, professeur honoraire des universités

Vice-Présidents :

Christian LABROUSSE, ancien recteur, professeur des universités

Georges FLICOURT, officier parachutiste de la France Libre

COMITÉ D'HONNEUR :

Francis BALLE, professeur des universités

René BESNAULT (...), amiral (CR)

Marc BLANCPAIN (...), président d'honneur de l'Alliance française

Jacques BOYON, ancien ministre, ancien député

Pierre CLOSTERMANN, Compagnon de la Libération

Bernard DEBRÉ, ancien ministre, professeur de médecine, député de Paris

Henry de LUMLEY, ancien directeur du muséum d'Histoire naturelle

Arthur DEHAINE, ancien député

Xavier DENIAU, ancien ministre

Roland DRAGO, membre de l'Institut, professeur honoraire des universités

Yves DURAND (...), ancien recteur, professeur honoraire des universités

Denise FLOUZAT, ancien recteur, ancien membre du conseil de la politique monétaire

Jacques FOCCART (...), ancien chef de réseau de la France Libre, ancien secrétaire général à la présidence de la République (1959/1974)

Robert GALLEY, ancien ministre, Compagnon de la Libération

Jacques GODFRAIN, ancien ministre, député de l'Aveyron

Alain GRIOTTERAY, ancien député

Jacques GUGGENHEIM (...), chef d'entreprise

Michel HABIB-DELONCLE, ancien ministre, député honoraire

Jean-Paul HUGOT, ancien sénateur

Lucien ISRAEL, professeur émérite de médecine

Bernard KERDELHUE, directeur de recherche au CNRS

Christian de LA MALÈNE, ancien ministre, ancien sénateur

Pierre MESSMER, chancelier de l'Institut, ancien Premier ministre, Compagnon de la Libération

Robert PANDRAUD, ancien ministre, député de la Seine-Saint-Denis

Armel PECHEUL, ancien recteur, professeur des universités

Paul RIVIERE (...), Compagnon de la Libération

Eric RAOULT, ancien ministre, député de la Seine-Saint-Denis, vice-président de l'Assemblée nationale

Maurice SCHUMANN (...), ancien ministre, Compagnon de la Libération

Jean TIBERI, ancien maire de Paris, député de Paris

Fernand WIBAUX, ambassadeur de France

LE MIL :

PERMANENCE ET ÉVOLUTION

Le MIL est né pendant la première législature de ce qui était alors l'union de la gauche. Il s'agissait d'empêcher que les socialo-communistes, après s'être emparés du pouvoir politique, ne mettent définitivement la main sur les esprits et sur les structures de notre pays. Il n'existait pas d'organisation adaptée à ce genre d'action : c'est ce vide que le MIL a voulu combler.

Le manifeste du MIL, présenté ici sous sa forme abrégée, dit clairement ce que nous sommes. Par rapport à sa première version, deux parties sont restées presque immuables : le début et la fin. Le début expose les principes civiques et moraux sur lesquels repose notre action : ce sont tout simplement ceux qui ont fondé notre civilisation multimillénaire. Quant à la fin, elle précise quelques modalités d'organisation qui ont fait leurs preuves au fil des ans. La partie médiane, elle, est consacrée aux formes que prend notre combat en fonction de la situation du moment, et plus précisément des dangers qui menacent notre pays et notre civilisation. Elle est donc régulièrement actualisée de façon que, contrairement à ce qui arrive trop souvent en France, nous n'ayons pas une guerre de retard.

LES VALEURS CIVIQUES

Une société qui est autre chose qu'un agrégat précaire repose sur quelques principes qui procèdent d'une certaine idée de l'homme et de ses rapports avec la collectivité. Les principes que nous exposons ici, inspirés de notre tradition nationale, constituent, nous semble-t-il, un minimum essentiel auquel peut adhérer la grande majorité des citoyens.

1- La primauté de la personne

Dans une société vivante et libre, l'organisation sociale repose sur le citoyen considéré comme une personne autonome et responsable. Cette idée s'oppose absolument au collectivisme sous toutes ses formes, que ce soit la forme dure du communisme, la forme plus molle du socialisme ou la forme insidieuse de la social-démocratie : dans tous les cas, il s'agit de réduire l'individu à l'état d'irresponsable assisté.



C'est de ce principe essentiel que découlent ce qu'on appelle les droits de l'homme, expression souvent galvaudée et gauchie qu'il vaudrait mieux remplacer par «droits de la personne». Au nombre de ces droits figure l'exercice des libertés auxquelles on pense spontanément (liberté de conscience, d'expression, d'enseignement, de déplacement, etc), mais aussi le droit de propriété qui fournit à chacun les moyens pratiques de sa liberté personnelle contre les empiètements toujours menaçants de la collectivité.

Autre conséquence essentielle découlant de la primauté de la personne : la nature du régime économique, qui doit être fondé sur la libre entreprise et l'initiative personnelle.

2- Liberté, responsabilité, devoir

La liberté de l'individu n'est pas le caprice. Elle est réglée par la loi et, surtout, elle doit être équilibrée en chacun de nous par la conscience de notre responsabilité personnelle. Nous avons à répondre de nos actes et de nos propos et nous devons en accepter les conséquences et les sanctions, positives ou négatives.

Sanctions négatives : elles vont du simple échec à la répression des crimes et des délits. C'est une illusion de croire que la prévention peut régler tous les problèmes. On ne peut pas faire l'économie d'une répression à la fois ferme et équilibrée.

Sanctions positives : ce sont toutes les formes de réussite qui sont dues au mérite. Contrairement à ce qui se passe dans les régimes d'inspiration socialiste, la réussite individuelle ne doit pas être considérée comme un objet de jalousie ou d'envie ni offrir à la collectivité un prétexte pour s'en approprier abusivement les fruits.

Dans une société civilisée, les relations entre ses membres supposent l'existence de règles du jeu fondées, entre autres, sur l'honnêteté, le respect des engagements, l'honneur, etc., c'est-à-dire

sur des valeurs morales traditionnelles. En prendre conscience, c'est reconnaître que nous n'avons pas seulement des droits, mais aussi des devoirs.

3- La cohésion de la société

L'individu libre et autonome ne doit pas se fondre dans le magma d'une humanité indifférenciée. Il a besoin de s'intégrer à des structures intermédiaires, dont les plus essentielles sont pour nous la famille et la nation.

La famille est une cellule naturelle irremplaçable. Formée depuis la nuit des temps à partir de l'union d'un homme et d'une femme, elle fournit aux enfants les meilleures conditions pour leur développement et elle détient la responsabilité de leur éducation. Les sociétés qui croient pouvoir échapper à ces nécessités biologiques sont vouées à la désagrégation.

La nation n'est pas une donnée naturelle ou universelle, mais elle est en France une réalité historique essentielle, une patrie unitaire incarnée dans une culture et une langue qui sont parmi les plus riches du monde. Il n'appartient à personne de lui faire subir une mutation essentielle pour la transformer en un ensemble hétérogène, «multiculturel», juxtaposant des communautés massives, très éloignées de notre tradition et refusant d'adopter le mode de vie national.

Pour que la nation soit solide et cohérente, il faut, surtout dans la tradition française, maintenir l'existence d'un Etat fort. Certes, l'Etat ne doit pas intervenir en dehors de son domaine, en particulier pour prendre la place des entreprises privées, mais il doit remplir ses attributions propres : garantir l'identité nationale, défendre l'intégrité du pays, assurer la sûreté des personnes et des biens.

ÊTRE FRANÇAIS AU XXI^{ème} SIÈCLE

I - LA FRANCE DANS UN MONDE EN MUTATION

A) L'APRÈS-GUERRE FROIDE

Pendant des décennies, la politique internationale a été dominée par une réalité massive, le communisme, représentant une double menace, à la fois interne (puissance et influence du parti communiste) et externe (menace militaire de l'URSS).

Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. Même si le marxisme a laissé des traces profondes dans notre vie sociale et dans les mentalités, l'URSS est morte et le PC est déliquéscent. Cette situation nouvelle nous impose de jeter un regard neuf sur la scène internationale.

Et d'abord sur la Russie, pays avec lequel, par tradition et pour des raisons géostratégiques, nous avons généralement, dans le passé, entretenu des relations privilégiées. Aujourd'hui, la Russie, principalement en la personne de son président, Vladimir Poutine, est l'objet d'une désinformation quasi systématique. Les multimilliardaires mafieux, mis au pas, sont présentés comme des martyrs de la cause des droits de l'homme et la Tchétchénie comme un petit peuple fier et vaillant, alors que ce pays est devenu l'une des principales places fortes du terrorisme islamiste.

La Russie est donc un allié naturel situé aux avant-postes dans la lutte contre la nouvelle forme de guerre qui nous est imposée, la troisième guerre mondiale : le terrorisme, presque toujours d'origine islamiste.

B) LES ETATS-UNIS ET NOUS

Les relations entre la France et les Etats-Unis ont toujours été passionnelles. Aujourd'hui, deux attitudes opposées s'affrontent.

- L'anti-américanisme. Il peut être de gauche, hérité du temps de la guerre froide. Les Américains sont dénoncés comme des impérialistes belliqueux, les champions maléfiques du capitalisme et du libéralisme «sauvage», glissant sur la pente d'un «ordre moral» d'inspiration religieuse.

Il peut être aussi de droite, présentant les Etats-Unis comme le repaire du matérialisme, de la grossièreté, d'une sorte de barbarie destructrice de notre civilisation traditionnelle.

- L'américanophilie. Héritée elle aussi, en partie, de l'époque où les Etats-Unis étaient le bouclier du monde libre contre le péril communiste, elle estime que notre intérêt est de faire allégeance à la seule hyperpuissance actuelle, de façon à bénéficier des avantages qu'un suzerain veut bien accorder à un fidèle vassal.

Bien entendu, aucune de ces deux attitudes ne peut nous convenir. Comme l'a montré Jacques Chirac, dans la tradition gaullienne, la France peut et doit faire entendre sa voix dans un monde multipolaire qui est prêt à la recevoir. Encore faut-il que nous soyons capables de faire les efforts nécessaires pour être un pays fort. Si nous nous laissons dominer par les Etats-Unis, c'est beaucoup plus du fait de notre manque de ressort que de leur agressivité. Les Américains ont commis,

et commettent encore, de grosses erreurs en matière de politique internationale. Dans ces cas, nous devons marquer notre indépendance et notre opposition. Mais, dans l'ensemble, ils demeurent des alliés. Et surtout, nous avons des leçons à prendre de leur dynamisme, de leur capacité à rebondir contre l'adversité et de leur patriotisme.

C) MONDIALISATION, MONDIALISME, ALTERMONDIALISME

Il ne faut pas confondre mondialisme et mondialisation

La mondialisation est une réalité massive qui s'impose à nous. Elle est la conséquence quasi mécanique de la facilité des échanges à l'échelle planétaire et du libre développement des relations économiques. Son bilan est mitigé. Globalement, elle contribue à l'accroissement des richesses produites et elle est un facteur de progrès matériel. Mais il est vrai aussi qu'elle fonctionne comme une puissante mécanique qui provoque sur son passage des dégâts ravageurs et souvent douloureux.

Dans la phase actuelle, nous devons nous efforcer de tirer le meilleur parti du système. La France en a les moyens potentiels, à condition qu'elle libère les forces de l'initiative et de la créativité qui sont en elles et qu'elle se débarrasse définitivement des séquelles du socialisme dans lesquelles elle est encore trop engluée.

Le mondialisme est une doctrine qui a pour ambition de réaliser une certaine forme

d'unité politique du monde. Il repose sur l'idée qu'il est possible de faire le bonheur de l'humanité tout entière en répandant la prospérité économique sur toute la surface du globe sous la houlette d'une sorte de «gouvernement de sages» à l'échelle planétaire.

Le principale obstacle que puisse rencontrer ce projet follement démesuré, ce sont les nations, et plus particulièrement les Etats-nations, dont la France offre le modèle par excellence. Nous sommes donc radicalement opposés au mondialisme. Il est d'ailleurs probable qu'il sera toujours loin d'être réalisé. Les passions humaines, individuelles ou collectives, aux conséquences souvent sanglantes, se chargeront toujours de faire voler en éclats cette chimère inhumaine et glacée.

L'altermondialisme prétend s'opposer au mondialisme et à la mondialisation. La réalité est plus difficile à saisir.

Ce qui est certain, c'est que les altermondialistes sont les champions de la communication. Leurs formules («lutte contre la malbouffe», «la vie n'est pas une marchandise»), ainsi que les moustaches de José Bové, sont connues de tous. Aux yeux de la droite, ils sont les défenseurs du roquefort, de la campagne française traditionnelle et de la nature tutélaire. Aux yeux de la gauche, ils sont les pourfendeurs des multinationales et du libéralisme sauvage.

En réalité, au sein de la nébuleuse de la gauche et de l'extrême-gauche, ils s'emparent des thèmes à la mode pour attirer ceux qui rejettent les partis structurés. Leurs dirigeants, formés aux bonnes méthodes de l'agit-prop, s'efforcent de créer une internationale de la négation et du désordre.

D) EUROPE ET SOUVERAINETÉ NATIONALE

La question d'être «pour» ou «contre» l'Europe n'a pas de sens. De toute évidence, il est nécessaire et bénéfique que se développent des relations privilégiées entre les différents pays qui composent le continent européen. Quant à la forme que peuvent prendre ces relations, deux types d'organisation s'opposent : la fédération et la confédération.

Dans une fédération, c'est l'ensemble, considéré comme un tout, qui détient la souveraineté. Dans une Europe fédérale, les nations actuelles seraient à peu près comme des provinces par rapport à l'échelon supérieur, qui serait le véritable Etat.

Dans une confédération, au contraire, les nations restent souveraines et délèguent certaines compétences ou attributions à l'échelon qui représente l'ensemble. Pour notre part, nous sommes attachés de façon intransi-

geante à une Europe des nations et des Etats, c'est-à-dire de type confédéral.

Si attachés que nous soyons à la souveraineté de la France, nous ne pouvons pas être catalogués comme «souverainistes», ne serait-ce que parce que la cause à laquelle nous nous consacrons ne saurait se réduire à une seule idée, d'ailleurs moins claire en fait qu'elle ne paraît au premier abord. Les querelles du courant souverainiste et ses divisions en multiples chapelles montrent que cette idée est trop souvent dévoyée par quelques ambitieux qui s'en servent comme d'un tremplin pour leur carrière politique.

Dans ses frontières actuelles, l'Union européenne a bien du mal à établir une harmonie minimale entre les pays qui la composent. Il est évident que l'entrée de la Turquie, ensemble massif et hétérogène par toutes ses caractéristiques (traditions, civilisation, religion islamique de plus en plus influente et dominante), ne pourrait être qu'un élément de pesanteur ou un facteur d'éclatement. Ce grand pays est pour nous un partenaire, mais il n'a pas vocation à être membre de la famille.

Enfin, n'oublions jamais que notre destin national restera en dernier ressort entre nos mains. Une France forte démultipliera dans une Europe organisée son action et son influence. Une France faible sera abaissée et absorbée.

II - LA FRANCE FACE À ELLE-MÊME

A)- UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

1) La France aujourd'hui. Son génie et ses démons

La France n'a pas vocation à être un bon élève un peu terne, sérieux et discipliné. Le génie de la France est de rayonner et éventuellement, comme le disait de Gaulle, de déranger. Autrefois missionnaire et colonisatrice, elle doit aujourd'hui se servir des armes dont elle dispose.

La France doit rayonner par sa culture et spécialement par sa langue. Le français est l'une des rares grandes langues de civilisation. Il n'est pas une fleur fanée mais le plus efficace des agents d'influence, y compris dans les domaines économiques et politique, et il rend au centuple les investissements qu'on lui consacre, en particulier en implantant des écoles hors de nos frontières et en attirant dans notre enseignement supérieur des étudiants étrangers.

La France doit s'imposer par sa puissance économique et militaire. Elle est bien autre chose que la centième partie de l'humanité. Elle doit reconquérir le rang qu'elle occupait du temps du général de Gaulle, celui d'une des toutes premières nations économiques et militaires. Une France faible est un objet de dérision.

La France doit être une référence par sa politique internationale. Il ne faut pas que tous les pays du monde soient condamnés à ne se tourner que vers les Etats-Unis ou la Chine. Sous les septennats de Mitterrand, la

France s'était évanouie. Grâce à Jacques Chirac (en particulier du fait de la reprise des essais nucléaires en 1995 et de notre attitude lors de la seconde guerre d'Irak, en 2003), la voix de la France est de nouveau entendue.

Quant à nos démons particuliers qui s'efforcent de détourner la France de réaliser les promesses de son génie propre, nous les rencontrerons plus loin, mais nous pouvons en nommer quelques-uns : socialisme gluant et persistant, déformation des esprits par l'enseignement et les médias, pesanteurs diverses (mentales, syndicales, administratives), danger du communautarisme, en particulier de l'islamisme.

2) Le gaullisme : une inspiration essentielle et toujours actuelle

Le général de Gaulle n'était pas un théoricien ou un doctrinaire. C'était un homme d'action pragmatique fidèle à des principes, animé par une volonté sans faille et guidé par une vision de l'avenir.

C'est ce don de vision qui s'est manifesté dès le 18 juin 1940 ; Il y avait une chance infinitésimale pour que la France pût se retrouver, cinq ans plus tard, parmi les quatre pays victorieux de la Seconde Guerre mondiale. Ce résultat a été obtenu parce que la volonté d'un homme était devenue l'expression d'une nation.

C'est cette même volonté au service d'une vision d'avenir qui explique la politique du



Général à l'égard de l'Algérie. Presque toute la droite était sentimentalement, voire viscéralement, attachée à l'Algérie française. De Gaulle aussi, probablement. Pourtant, il s'agissait d'un angélisme utopique : qui se réjouirait aujourd'hui que trente-cinq millions de musulmans fussent des citoyens français à part entière ? De Gaulle a tranché dans le vif, non sans provoquer des souffrances qui sont loin d'être apaisées.

Parmi les leçons formidables que fournissent les propos et surtout les actes du général de Gaulle, retenons celles qui nous semblent particulièrement importantes : prééminence du service de la France, distinction entre l'essentiel et l'accessoire, vision de l'avenir nourrie de la connaissance du passé, volonté et énergie, allant jusqu'à l'esprit de résistance intransigeant, rigueur dans la détermination des objectifs alliée au pragmatisme dans le choix des moyens.

Sous l'effet de l'esprit de laxisme, beaucoup ont cru que ces leçons un peu rudes étaient

bonnes pour le passé. Elles reviennent aujourd'hui en force pour nous permettre de remonter la pente. Mitterrand disait : «L'inspiration essentielle du PS est et demeure marxiste». Quant à nous, depuis la création de notre mouvement, nous répétons que l'inspiration essentielle du MIL est et demeure gaulliste.

3) Un moteur efficace : le libéralisme

Le Libéralisme est une notion complexe, aux acceptions diverses, voire contradictoires. On peut cependant essayer d'en dégager quelques grands traits.

Dans la conception libérale, la cellule de base de la société est l'individu libre, doté de raison, ayant le sens des responsabilités et sachant prendre des initiatives. Notre

Mouvement Initiative et Liberté ne saurait récuser ces fondements. En matière économique, le régime repose sur la libre entreprise. Politiquement, le pouvoir de gouverner est dévolu par la majorité des citoyens. Au cours des deux derniers siècles, les régimes peu ou prou «libéraux» ont obtenu des résultats brillants, et même écrasants par rapport aux régimes communistes. Contrairement à la caricature qui en est souvent donnée, le libéralisme n'est pas par nature «sauvage». Au contraire, il suppose nécessairement l'existence de règles du jeu. Il reconnaît le rôle indispensable de l'Etat pour édicter ces règles essentielles, pour prendre des mesures destinées à favoriser le bien-être du corps social et pour exercer les fonctions régaliennes.

Il faut cependant être en garde contre certaines dérives, en particulier la dérive libertarienne, qui est une forme d'anarcho-capitalisme et qui vise à l'anéantissement quasi total de l'Etat.

Pour nous, le libéralisme ne fournit pas des réponses universelles à toutes les grandes questions politiques, ne serait-ce que dans le domaine international. Nous ne sommes pas définis par le terme de libéraux, mais nous constatons que, ancré dans les valeurs traditionnelles de notre civilisation et accompagné d'une bonne dose de pragmatisme, le libéralisme fournit de bonnes recettes pour nous permettre de faire enfin éclater le carcan étouffant du socialisme.

B)- LES DÉFIS ET LES MENACES

1) L'identité nationale en péril

a) Le communautarisme

La naissance de la France, difficile à fixer dans le temps, remonte en tout cas à beaucoup plus d'un millénaire. Contrairement à d'autres pays, comme les Etats-Unis, le développement de la France s'est fait progressivement, par l'adjonction de territoires à la couronne royale. Elle suppose l'existence d'un Etat doté d'une autorité forte, s'exerçant également sur l'ensemble du territoire et sur tous les habitants. L'Ancien Régime et la République ont suivi la même évolution. Cette continuité si longue est impressionnante et donne à penser qu'elle est constitutive de la nature même de la France.

Pourtant, cette conception unitaire est aujourd'hui battue en brèche par un dénigrement systématique de l'Etat et par la multiplication des revendications de type communautaire. Les critères servant à définir les communautés sont hétéroclites et peuvent être d'ordre géographique et ethnique (la Corse, l'Occitanie), aussi bien que moral et sexuel (l'homosexualité) ou religieux (l'islam).

La reconnaissance officielle des identités particulières, avec des droits inhérents, se fait au détriment de l'unité nationale et aboutit inévitablement à des conflits entre communautés. La conséquence extrême tirée par certains, c'est-à-dire l'instauration de « discriminations positives » en faveur de certaines communautés, est à la fois une injustice foncière, une marque de condescendance dédaigneuse envers les bénéficiaires et une source d'aigreur et de frustration pour les exclus.

Laisser se développer en France le communautarisme, ce serait ouvrir la boîte de Pandore et prendre le risque de la désagrégation nationale.

b) immigration et islam

C'est à propos de l'immigration que la question du communautarisme se pose avec le plus d'acuité. Elle se pose depuis quelques décennies mais, sous l'effet de la langue de

bois et de la politique de l'autruche, elle ne fait que s'aggraver avec le temps.

Contrairement à ce qu'on entend dire, l'immigration n'est pas un phénomène très ancien dans l'histoire de France. Elle remonte au XIX^{ème} siècle et s'est amplifiée au XX^{ème}. Qui plus est, l'immigration d'aujourd'hui est très différente de celle d'hier. Jadis et naguère, l'absorption des immigrants dans la population française se faisait sans difficultés majeures et, à partir de la deuxième génération, elle était complète et définitive sans que la nature et l'identité de la société française en aient été perturbées. C'est proprement ce qu'on appelle l'assimilation.

Aujourd'hui, au contraire, les difficultés et même les violences s'aggravent au fil des générations, au point que le terme de « jeune » est devenu synonyme, dans la langue de bois, de jeune immigré délinquant. Les raisons sont connues, mais il n'est pas de bon ton de les dire. L'une de ces raisons est d'ordre quantitatif : cinq ou six millions de personnes, massées en certains endroits, se fondront difficilement dans le milieu préexistant. Mais le point crucial, c'est que ces quelques millions de personnes bien décidées à conserver leurs propres façons de vivre et de penser, voire à les imposer de façon plus ou moins pressante et agressive, sont pour la plupart unies par un ciment puissant : l'islam. Ne le dissimulons pas : l'islam pose à la France un problème spécifique grave. D'abord par sa nature intrinsèque : l'islam n'est pas seulement une religion au sens où nous l'entendons, c'est un code complet de la vie en société, régissant aussi bien l'organisation politique que l'économie et les mœurs. De plus, le Coran (contrairement à la Bible) étant censé être dicté directement par Allah, il est intangible et immuable, non susceptible d'adaptation ou d'interprétations évolutives. Ajoutons que les pays musulmans, qui sont passés dans l'histoire par des phases d'affirmation et de dépression, sont aujourd'hui en phase de revanche et d'expansion à l'échelle mondiale, alors même que nous passons trop souvent notre

temps à étaler nos incertitudes, notre mauvaise conscience et notre repentance.

On le voit, il ne s'agit pas de dire que les musulmans sont des terroristes en puissance. Le problème de fond, c'est justement que l'islam est une grande religion qui a traversé les siècles en préservant sa très forte identité et qui entend bien l'affirmer plus que jamais partout où ses fidèles sont présents.

Que faire ? Il n'existe aucune solution facile.

Il faut d'abord, comme nous avons essayé de le faire ici, regarder le problème en face dans sa nature profonde et dans toutes ses dimensions. Pratiquement, il faut le circonscrire et l'endiguer en limitant très strictement les nouvelles arrivées. Aucun étranger n'a quelque droit que ce soit à imposer sa présence dans un pays de son choix (la France ou un autre). Tout pays (la France comme les autres) a le droit d'accepter ou de refuser de nouveaux arrivants en fonction de ses intérêts propres.

Nous devons réaffirmer la prééminence de nos traditions, de nos mœurs, de nos pratiques coutumières sans tolérer qu'elles soient altérées par des pressions externes. Sur notre sol, c'est aux autres à s'adapter aux règles nationales, et non à nous à nous adapter aux leurs. Il n'est pas admissible que les menus des cantines ou les horaires des piscines soient établis en fonction des prescriptions coraniques.

L'Etat doit assumer sans faiblesse sa mission régaliennne de garant de l'ordre légal afin d'assurer la sûreté des personnes et des biens. Ce que l'on appelle les zones de non-droit, qui sont souvent en fait des zones de droit coranique, relèvent de la lutte contre les crimes et les délits. Des actions de police énergiques et spectaculaires, allant jusqu'à l'épreuve de force, sont un bon moyen d'assainir certains territoires et d'augmenter le prestige de l'autorité légitime.

A quels principes officiels pouvons-nous nous référer ? Traditionnellement, la France se proposait d'assimiler les immigrés. L'assimilation s'adresse aux personnes individuelles et a pour objectif de les rendre aussi semblables que possible aux habitants du pays d'accueil. Le mot a subrepticement

disparu des propos officiels pour être remplacé par celui d'intégration, terme vague qui semble plutôt s'appliquer à des ensembles et qui tend de plus en plus à être synonyme de juxtaposition de communautés. L'intégration est donc une notion à peu près inutilisable.

On semble aujourd'hui se rabattre sur la laïcité. L'idée a en effet le mérite de séparer le domaine de César du royaume de Dieu, donc en principe, d'endiguer les débordements de la religion coranique. Il faut toutefois avouer que c'est une simple ligne défensive et que l'Etat ne peut sans doute pas aller beaucoup plus loin.

Ce qui est en jeu, ce sont les principes qui sont au cœur de notre civilisation et auxquels il faut redonner une nouvelle vigueur. Personne d'autre que nous, citoyens français, ne peut mener ce combat à notre place.

2) Les dangers politiques et idéologiques

a) Le danger électoral

Depuis l'extinction du marxisme, la gauche n'a plus de doctrine. On pourrait donc croire qu'elle ne représente plus un danger politique. Ce serait une grave erreur, car son potentiel électoral est demeuré presque intact. Depuis assez longtemps, le résultat des élections dépend des abstentionnistes et on n'assiste pas à des migrations importantes d'électeurs entre la droite et la gauche. Avec l'effet amplificateur du scrutin majoritaire, un faible déplacement de voix dans le sens de la mobilisation ou de l'abstention donne au résultat des allures de triomphe ou de catastrophe.

Toutes les élections sont des élections à risques. C'est donc un devoir impératif, pour les citoyens conscients et surtout pour les militants, de se mobiliser à l'occasion de tous les scrutins. Tout retour au pouvoir de la gauche est une rechute dans une maladie pernicieuse et porte un coup tragique et quasi définitif au nécessaire redressement de la France : nous payons et nous paierons encore longtemps les aberrations de la gestion socialiste.

b) Les entreprises de déstabilisation et de destruction

Pendant longtemps, le parti communiste a regroupé à peu près tous ceux qui, en France, avaient la fibre révolutionnaire. Il est aujourd'hui dégonflé comme un ballon crevé, mais les forces vives qu'il encadrait auparavant n'ont pas disparu pour autant et se regroupent autour de quelques pôles.

- Les trotskystes sont présents depuis longtemps sur la scène politique. Les uns (Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, alliés occasionnels) ont fait une percée, peut-être provisoire, sur le terrain électoral, mais ils sont surtout actifs sur le terrain social et ils s'emploient à susciter, à développer et à exploiter les conflits, particulièrement dans les secteurs stratégiques comme les transports ou la poste. Les autres (lambertistes), plus strictement politiques, font de l'entrisme haut

de gamme dans le parti socialiste (cf Jospin), où ils exercent une influence non négligeable.

- Les altermondialistes, que nous avons déjà rencontrés plus haut, essentiellement négatifs et destructeurs, aiment à se rassembler dans des manifestations où ils trouvent un exutoire à un état nerveux souvent perturbé. Ils attirent des adeptes quand les structures politiques traditionnelles se dévalisent.

- Les islamistes constituent une menace radicalement nouvelle, potentiellement très dangereuse. Leur objectif est bien de faire de la France, à terme, une terre d'islam à part entière. Il ne s'agit plus de déstabilisation, mais de destruction pure et simple des bases millénaires de notre civilisation.

Ils pratiquent avec art le double langage. A l'abri de la barrière de la langue et des pratiques religieuses, ils déversent dans le milieu musulman des discours enflammés et des appels à la violence. Vis-à-vis de l'extérieur, leurs propos deviennent flous et lénifiants afin d'anesthésier les « infidèles » et de faire céder les résistances sur le terrain des mœurs et de la vie quotidienne. Ils peuvent nouer des alliances de circonstances avec les autres forces de déstabilisation, qu'ils méprisent. Mais ils n'hésitent pas non plus à faire entendre le chant des sirènes aux oreilles de certains hommes politiques de droite en leur promettant de leur apporter quelques bataillons d'électeurs disciplinés pourvu qu'on les laisse instaurer leur ordre dans leurs fiefs.

Face à un enjeu aussi grave, aucune compromission, aucune concession n'est admissible.

c) Les instruments de prise en main : éducation, médias, justice

La prise en main des rouages profonds d'une société, la captation et le conditionnement des esprits se font pas plusieurs canaux.

- L'éducation

La gauche la plus doctrinaire s'est emparée méthodiquement de tous les mécanismes de cette organisation gigantesque qu'est l'éducation nationale. Elle a placé ses hommes à tous les leviers de commande. Elle y a été aidée par la passivité, pour ne pas dire par la lâcheté, de la classe politique de droite, qui a abandonné sans combattre tout le terrain intellectuel et culturel.

La gauche en a évidemment profité pour déformer dans le sens de ses idées les enseignements (entre autres l'histoire) qui pouvaient être exploités d'un point de vue idéologique. Plus grave encore, elle a fait régner un état d'esprit qui a eu pour résultat la désagrégation des armatures mentales et morales des élèves. Le refus du travail, le rejet de toute autorité, la négation de l'idée même de devoir font perdre aux jeunes Français le goût de l'initiative personnelle, leur inocule une mentalité d'assistés et les prédispose à succomber aux illusions de la démagogie et de l'utopie.

Ce qui peut faire naître quelque espoir, c'est que l'échec des chimères de gauche est

maintenant évident. La réalité va reprendre ses droits, mais la situation est si dégradée que le chemin du redressement risque de n'être pas semé de pétales de rose.

- Les médias

A notre époque, les médias fournissent à la plupart de nos contemporains la quasi totalité de leur nourriture intellectuelle et des connaissances qu'ils ont du monde qui nous entoure. Il n'est donc pas surprenant qu'ils exercent une influence si considérable sur notre société.

Comme dans le cas de l'éducation, la gauche recueille les fruits de ses efforts systématiques de conquête, alors que la droite paye au prix fort sa passivité et sa naïveté. Des études et enquêtes convergentes montrent que les trois quarts des journalistes sont de gauche, et souvent d'extrême-gauche.

L'intoxication de l'opinion peut s'opérer par la voie de la propagande ouverte mais, le plus souvent, de manière plus insidieuse. Les informations sont présentées comme la simple relations des faits, alors que ceux-ci sont d'abord soigneusement sélectionnés, puis interprétés et commentés de façon à produire l'impression souhaitée. Ainsi, les lecteurs, auditeurs et surtout téléspectateurs, transformés en simples consommateurs d'information, croient exercer librement leur esprit critique, alors qu'ils ne sont alimentés que par des produits prédigérés et dénaturés.

On entend souvent dire que, pour redresser la situation, il faudrait donner « un bon coup de balai » dans les médias, et surtout à la télévision. L'opération pourrait en effet être salutaire, mais elle ne suffirait pas, car la gauche est retranchée dans d'innombrables recoins et ses idées imprègnent en profondeur l'état d'esprit ambiant. Le chemin de la reconquête sera long et difficile.

- La justice

La justice est évidemment d'une importance capitale, car elle est censée appliquer les lois, qui sont elles-mêmes inspirées par les valeurs de la société. En pratique, il arrive trop souvent qu'elle les dénature. Ainsi, une organisation comme le Syndicat de la magistrature, qui a profité du pouvoir de la gauche pour mettre la main sur une partie importante de l'appareil judiciaire, ne se cache pas de promouvoir une justice idéologiquement et politiquement orientée afin de faire prévaloir un nouveau droit, une nouvelle morale sociale. Pour assainir la situation, des réformes techniques ne suffiront pas. C'est sur la formation des magistrats qu'il faudra agir à long terme.

3) Les pesanteurs

a) Les pesanteurs sociales

- Les syndicats. Les syndicats français cumulent des défauts apparemment contradictoires. Nullement représentatifs des salariés (le taux de syndicalisation global est inférieur à 10 % et encore plus bas dans le secteur privé), ils sont mal placés pour défendre leurs véritables intérêts. Ils pourraient du

moins être inoffensifs, mais ils réussissent à exercer un pouvoir de nuisance, soit en prenant en marche le train des agitations lancées par des francs-tireurs gauchistes, soit en organisant, pour des mobiles politiques, des défilés contre les réformes les plus nécessaires. Spécialisés dans le blocage des activités productives et dans la défense des privilèges indus, les syndicats se situent en bonne place dans les forces d'enlèvement de notre pays.

- **La technocratie.** Il existe en France une véritable caste dont les membres sont désignés du terme général de technocrates. La technocratie est une perversion de la compétence technique, puisqu'elle implique que le pouvoir est conféré à des gens qui devraient en principe être des exécutants de haut niveau.

Dans la pratique, les inconvénients de cette confusion sont fâcheux. Les membres de cette confrérie, formés dans un même moule aux idées générales et abstraites, persuadés de la relativité des toutes choses, donc dépourvus de convictions fortes, animés d'un solide esprit de corps qui les rend interchangeables, se trouvent particulièrement à leur aise dans le sillage d'une gauche étatiste. Quelles que soient leurs qualités personnelles, ils appartiennent à un système qui, par

nature, est fait pour pérenniser les «avantages acquis» et pour conduire à l'engluement des forces vives de la nation.

b) Les pesanteurs mentales

- **Les séquelles du marxisme.** Le marxisme, naguère encore tout-puissant dans le monde intellectuel français, s'est dégonflé après le désastre planétaire du communisme. Pourtant, cette drogue idéologique, injectée à doses massives pendant plusieurs décennies, continue à faire sentir ses effets dans l'organisme de la société française.

Pour nous en tenir au domaine social, si la «lutte des classes» ne fait plus guère partie du vocabulaire courant, son esprit continue à régner en maître. Les rapports entre employeurs et salariés sont considérés presque par tous comme conflictuels par nature et les progrès ne peuvent être que le résultat des «lutttes des travailleurs». Les détenteurs de l'autorité sont *a priori* suspects et potentiellement coupables. Les «travailleurs» sacrifiés peuvent, lors de leurs manifestations, les traiter avec mépris, hargne ou grossièreté, ou même les séquestrer sans encourir le moindre blâme. Les rapports inverses sont évidemment inimaginables.

Pour reprendre l'expression de Maurice Druon, on a souvent l'impression qu'une

certaine pensée française est encore «aux ordres d'un cadavre».

- **La pensée unique.** Pensée unique, langue de bois, politiquement correct, terrorisme intellectuel : toutes ces expressions expriment cette constatation qu'il y a des idées et des opinions qui sont pratiquement interdites de séjour. On pourrait dresser une liste interminable (comprenant entre autres les séquelles du marxisme), mais quelques exemples suffiront. Ce qui touche à l'immigration et à l'islam en fournirait une bonne collection. On pourrait établir tout un lexique des euphémismes servant à parler des «jeunes» qui, dans leurs «quartiers sensibles», se laissent parfois aller à commettre des «incivilités». On peut traîner dans la boue l'armée, le patriotisme, le christianisme, mais, dès lors qu'il s'agit de l'islam, on est tout au plus autorisé à émettre quelques réserves, sous peine d'être taxé d'«islamophobie», attitude répréhensible et bientôt délictueuse.

A vouloir ainsi imposer un conformisme étouffant dans les idées et dans le vocabulaire, la pensée unique finira par provoquer des explosions dont elle pourrait bien recevoir des éclats douloureux.

CONCLUSION : RÉSISTER : UN DEVOIR CIVIQUE

Si nous revenons sur les pages qui précèdent, nous pouvons avoir l'impression que des menaces redoutables, venues de toutes parts, pèsent lourdement sur nos têtes et nous nous demandons : est-il possible de résister sur tous ces fronts ? Mais si nous y regardons de plus près, nous nous apercevons que toutes ces forces porteuses de dangers ne peuvent l'emporter qu'en fonction de notre faiblesse, ou plutôt de notre résignation à nous laisser glisser sur la pente. Notre nation dispose encore, dans ses profondeurs, du potentiel d'un grand peuple, mais ses démons sont en elle.

Pour les exorciser, nous devons d'abord désigner la cause qui mérite que nous nous battions pour elle. Cette cause ne peut être que la France. Il est de bon ton de dire que le patriotisme est quasi mort dans la population française. Ce pessimisme est excessif. Les Français se complaisent à brocarder et à dénigrer leur pays, mais ils sont prêts à le défendre s'il est attaqué. La France est leur terrain d'ancrage sentimental. Aucun échelon local, aucune organisation supranationale ne peut rivaliser avec la nation dans le cœur des Français.

Au service de cette cause, nous devons mobiliser des forces qui ne soient pas

seulement matérielles. Notre Etat laïc ne peut pas se réclamer officiellement d'une croyance de nature religieuse ou d'une idéologie. C'est donc à chacun d'entre nous de se constituer une armature mentale, c'est-à-dire intellectuelle, spirituelle et morale, en faisant appel, parmi les richesses de notre trésor millénaire, à celles avec lesquelles il entre le plus en résonance.

L'avenir de la France n'est pas écrit dans les astres. Il n'est pas dans les mains de nos adversaires ou de nos amis. Il ne dépend que de nous, de notre travail, de notre volonté, de notre aptitude à nous dépasser.

LE MIL SUR LE TERRAIN

Pour faire face aux besoins nationaux ainsi définis, le M.I.L. apporte une réponse originale et se distingue donc de tous les types d'organisation existants.

CE QUE LE MIL N'EST PAS

Le M.I.L. n'est pas un parti politique. Le M.I.L. ne s'interdit pas d'intervenir dans la politique au sens large, dès lors qu'il considère que l'essentiel est en jeu. Résolument situé à droite et d'inspiration gaulliste, le M.I.L. est ouvert à tous les hommes et femmes de bonne volonté qui, dans un esprit civique, sont résolus à consacrer leur action au service de la France. Il fait entendre sa voix lors des consultations électorales majeures pour dire ce qui lui semble être l'intérêt de la nation. Il condamne avec force ceux qui, affectant de renvoyer dos à dos la droite et la gauche, font en réalité le jeu de la gauche. Les partis politiques ont leur rôle à jouer, indispensable dans une société comme la nôtre, où la légitimité est conférée par l'élection. Mais

l'expérience a démontré que cette activité, essentiellement électorale, était insuffisante et produisait des résultats fragiles dans la mesure où ils n'étaient pas enracinés au plus profond de l'activité nationale. Le M.I.L. n'a donc pas de vocation politicienne et il ne présente pas de candidats aux élections mais, bien entendu, il soutient ceux qui lui paraissent le mieux en mesure de faire gagner la droite. Le M.I.L. s'efforce en toute occasion de rappeler aux partis de droite et aux hommes politiques les aspirations de leurs électeurs. ainsi que les promesses faites à ces derniers.

Le M.I.L. n'est pas un syndicat ni un mouvement de défense d'intérêts socio-professionnels. Il ne défend aucun intérêt catégoriel, si légitime soit-il. Les organisations spécialisées se chargent de

cette fonction. Le M.I.L. peut d'ailleurs être à leurs côtés lorsque des libertés essentielles sont menacées dans un secteur professionnel particulier.

Le M.I.L. n'est pas un club. En effet, il n'entend pas seulement participer aux débats des idées en se contentant d'affirmer des opinions, des convictions et des propositions, mais il prétend aussi et surtout mener des actions dans les divers secteurs de l'activité nationale.

RÉFLEXION ET ACTION

Le M.I.L. est un mouvement de réflexion et d'action. Le M.I.L. se réclame de principes qu'il exprime nettement afin que chacun puisse y adhérer ou les rejeter en toute connaissance de cause. Ces principes, qui se situent dans la droite ligne des idées exprimées par le général de Gaulle, inspirent les réflexions et les analyses qu'il applique aux sujets importants de l'actualité. Mais ces principes servent surtout de boussole pour indiquer le sens de l'action qui, sans



cela, risquerait de dégénérer en activisme. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles ils sont réduits aux éléments essentiels. Le M.I.L. entend faire sentir son poids dans la vie nationale en s'efforçant d'infléchir dans le sens des principes qu'il défend les décisions prises aux divers échelons. C'est ce qui fait sa raison d'être et c'est ce qui justifie son mode d'organisation.

Le M.I.L. est un mouvement national et global. C'est aux citoyens à prendre en main la défense et la promotion d'une société de liberté fondée sur l'initiative et la responsabilité personnelle. Mais l'action isolée est inefficace, l'action limitée à certains secteurs est insuffi-

sante et risque de manquer les vrais objectifs. En tant que mouvement global et national, le M.I.L., s'efforce de faire apparaître dans les problèmes particuliers leur dimension générale. Il formule des objectifs, des lignes stratégiques et propose des thèmes d'actions coordonnées.

ORGANISATION DU MIL

Le M.I.L. est organisé en fonction du terrain. Les délégations du M.I.L. sont organisées en trois types de structures :

- structure territoriale (région, département, secteur de département, commune ...)
- structure militante (collages, tractages, signature de pétitions ...)
- structure socio-professionnelle en fonction de secteurs d'activité de natures et de dimensions variables : entreprises, groupes d'entreprises, professions, grands corps de la nation, centres d'activités culturelles, etc.

Le M.I.L. comble un vide. Il est adapté aux besoins en profondeur de la France d'aujourd'hui. N'étant tributaire d'aucun intérêt particulier ni d'aucune échéance électorale, il ne peut être tenté par des compromissions ou des louvoisements de circonstance. Il entend donc intervenir dans la vie nationale en fonction des intérêts permanents du pays. Il s'adresse à tous ceux qui veulent s'engager dans une action sérieuse et de longue haleine sans se contenter de slogans simplistes et sans portée.

Le M.I.L. s'exprime. De nos jours, un mouvement est condamné à l'inexistence s'il n'est pas en mesure d'exprimer ses idées et les raisons d'être de son action. C'est pourquoi le M.I.L. a recours aussi bien, à grande échelle, aux instruments traditionnels de l'activité militante (affiches, autocollants, tracts, etc...) qu'aux moyens de diffusion qui permettent de développer des analyses plus détaillées (journaux, brochures).

LE MIL S'AFFICHE

L'affichage est une des forces du Mouvement Initiative et Liberté : voici les principaux thèmes des dernières années.

Année 1986 :

LIBÉRONS LA TÉLÉ DU SOCIALISME ; LIBÉRONS LES SALAIRES DU MONOPOLE SYNDICAL.

Année 1987 :

UNITÉ CONTRE LA GAUCHE ; LE SOCIALISME, C'EST LE RETOUR DE L'INSÉCURITÉ ; MITTERRAND SOCIALISTE HONTEUX ; LE SOCIALISME, C'EST LA DÉCADENCE ; L'HÉRITAGE DU PS : LA PAUVRETÉ ; L'HÉRITAGE DU PS : LE CHÔMAGE ; L'HÉRITAGE DU PS : L'INSÉCURITÉ.

Année 1988 :

MITTERRAND : 7 ANS CA SUFFIT ; SOCIALISME, L'IDÉE QUI POURRIT LA FRANCE ; MITTERRAND N'A NI PROJET NI AVENIR ; EN 1988, LIBÉRONS L'ÉLYSÉE DU SOCIALISME ; LE SOCIALISME C'EST LA FAILLITE ; LE SOCIALISME C'EST LA DÉCADENCE ; ÉTAT PS : LE POUVOIR CONFISQUE ; AGRICULTEURS MÉPRISÉS, AGRICULTURE SACRIFIÉE ; TONTON, LAISSE BÉTON ; MITTERRAND, C'EST LE DROIT DE VOTE AUX IMMIGRÉS ; UNION NATIONALE CONTRE MITTERRAND ; MITTERRAND, C'EST LE DROIT DE VOTE AUX ÉTRANGERS ; UNION NATIONALE CONTRE L'ÉTAT PS ; RÉFÉRENDUM PIÈGE : NE VOTEZ PAS (*Référendum sur la Nouvelle-Calédonie.*)

Année 1989 :

P\$ BUSINESS ; PS, LE PARTI DES « AFFAIRES » ;

L'EUROPE SOCIALISTE, C'EST L'EUROPE AUX IMMIGRÉS ; PEKIN-MOSCOU : LE COMMUNISME TUE TOUJOURS ; SOCIAL-DÉMOCRATIE : LE NOUVEAU DANGER ; IMMIGRATION : TROP C'EST TROP ; MIL : L'OPPOSITION SANS CONCESSION ; L'ÉTAT PS VEUT DONNER LE DROIT DE VOTE AUX IMMIGRÉS.

Année 1990 :

SOCIAL DÉMOCRATIE LE NOUVEAU DANGER ; LA DROITE GAULLISTE AVEC CHIRAC ; LA FRANCE POPULAIRE AVEC CHIRAC ; ICI COMME A L'EST, LIBÉRONS-NOUS DES SOCIALO-COMMUNISTES ; UNION DES DROITES CONTRE LA GAUCHE ; SOCIALISTES : TOUJOURS PLUS D'IMPÔTS ; NATURALISATIONS MASSIVES, INVASION LÉGALE ; UNION DES OPPOSITIONS CONTRE LE COMMUNISME.

Année 1991 :

L'ARMÉE, HONNEUR DE LA FRANCE ; L'ARMÉE, FIERTÉ DES FRANÇAIS (ANSAF) ; UNION DES OPPOSITIONS CONTRE LES STALINIENS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI ; BANLIEUES, FAILLITE SOCIALISTE ; MIL : LA DROITE CIVIQUE ; MIL : LA DROITE GAULLISTE ; IMMIGRATION : TROP C'EST TROP ; SOCIALISME : AGRICULTURE SACRIFIÉE ; MOSCOU-PARIS : SOCIALISME EN FAILLITE ; COMME A MOSCOU, DEHORS LE SOCIALISME ; UNION DES DROITES CONTRE LA GAUCHE ; LA

FRANCE, AMEZ-LA OU QUITTEZ-LA ; SANTÉ : FAILLITE SOCIALISTE.

Année 1992 :

SOCIALISME : TOUJOURS PLUS D'IMPÔTS, DE CHÔMAGE ; MAASTRICHT, IMPÔTS CHÔMAGE ; ATTENTION MAASTRICHT DANGER ; SANS LA FRANCE PAS D'EUROPE ; NON A L'EUROPE SUPRANATIONALE ; UNION DES OPPOSITIONS CONTRE LA GAUCHE ; SOCIALISTES : ENVIRONNEMENT OUBLIÉ ; NON À CHEVENEMENT, NON À L'ÉTAT PS ; ÉTAT PS : TOUJOURS PLUS D'IMPÔTS ; MIL : ADHÉREZ MAINTENANT, L'AVENIR VOUS DONNERA RAISON ; FAILLITE AGRICOLE : LE PRIX DU SOCIALISME ; REMETTRE L'OPPOSITION A DROITE ; PS : 10 ANS QU'IL SÈME LA FAILLITE DANS L'AGRICULTURE ; SOCIALISTES : VITICULTURE SACRIFIÉE ; SOCIALISME : MÉDECINE SACRIFIÉE ; MAASTRICHT MITTERRAND NON.

Année 1993 :

LE CHÔMAGE, C'EST LA GAUCHE ; L'INSÉCURITÉ, C'EST LA GAUCHE ; L'IMMIGRATION, C'EST LA GAUCHE ; LES FRANÇAIS PAYENT LA FAILLITE SOCIALISTE ; LE TCHADOR OU LA FRANCE, IL FAUT CHOISIR ; L'HONNEUR D'ÊTRE FRANÇAIS ; LIBÉRONS LE 93 DU COMMUNISME ; LIBÉRONS LE 94 DU COMMUNISME.

Année 1994 :

LIBÉRONS NOTRE CANTON DES SOCIALISTES ; LIBÉRONS NOTRE CANTON DES COMMUNISTES ; EN EUROPE DÉFENDONS L'INTÉRÊT DE LA FRANCE ; CHIRAC PRÉSIDENT POUR SORTIR DU SOCIALISME ; DELORS C'EST LA FRANCE BRADÉE ; SANS NATIONS PAS D'EUROPE.

Année 1995 :

CHIRAC LA FRANCE EN MARCHÉ ; UNE FRANCE FORTE CHIRAC PRÉSIDENT ; RASSEMBLER LE PEUPLE FRANÇAIS ; REJETER LE COMMUNISME UN DEVOIR CIVIQUE ; REJETER LE SOCIALISME UN DEVOIR CIVIQUE ; IMMIGRATION CLANDESTINE OUI AUX CHARTERS.

Année 1996 :

CONTRE LE CHÔMAGE, ACHETONS FRANÇAIS ; ÊTRE FRANÇAIS, C'EST UN HONNEUR ; DANS LE MONDE, RESPECTÉE ET FORTE, LA FRANCE EST DE RETOUR ; ÊTRE FRANÇAIS, ÇA SE MÉRITE ; CONTRE LE CHÔMAGE, ACHETONS FRANÇAIS ; ÊTRE FRANÇAIS, ÇA SE MÉRITE ; IMMIGRATION LA GAUCHE COUPABLE.

Année 1997 :

LA GAUCHE L'OUBLIE, ELLE A RUINÉ LA FRANCE ; LES SOCIALISTES ONT RUINÉ LA FRANCE ; LE SOCIALISME C'EST L'INSÉCURITÉ PERMANENTE ; LE SOCIALISME C'EST TOUJOURS PLUS D'IMPÔTS ; LE SOCIALISME N'A NI PROJET NI AVENIR ; RÉGULARISATIONS MASSIVES, INVASION LÉGALE ; LA FRANCE, AIMEZ-LA OU QUITTEZ LA.

Année 1998 :

CANTONALES : BATTRE LA GAUCHE ; LA GAUCHE PLURIELLE TRAHIT LA MÉMOIRE DES 85 MILLIONS DE VICTIMES DU COMMUNISME ; LA GAUCHE PLURIELLE C'EST PLUS D'INSÉCURITÉ ; LA GAUCHE DÉTRUIT LA FAMILLE.

Année 1999 :

CLANDESTINS : EXPULSION IMMÉDIATE ; LA GAUCHE LAISSE LES CLANDESTINS ENVAHIR LA FRANCE ; LA SÉCURITÉ PREMIÈRE DES LIBERTÉ ; BANLIEUES, SÉCURITÉ : ÉCHECS DE LA GAUCHE ; MARIAGE HOMO : NON AU PACS, MANIFESTATION À PARIS LE 31 JANVIER 1999 ; PACS, MARIAGE HOMO : LA GAUCHE DÉTRUIT LA FAMILLE ; OUI A L'EUROPE UNIE DES ÉTATS, NON A L'EUROPE SOCIALISTE OU FÉDÉRALE ; LES 35 HEURES C'EST LE GEL DES SALAIRES ; LES 35 HEURES UN HANDICAP POUR L'EMPLOI ; LA GAUCHE C'EST TOUJOURS PLUS D'IMPÔTS.

Année 2000 :

LA CAGNOTTE À JOSPIN C'EST VOTRE PORTE MONNAIE ; DROIT DE VOTE AUX ÉTRANGERS LA FRANCE ÉCLATÉE ; 18 JUIN 1940 18 JUIN 2000 : 60 ANS AU SERVICE DE LA FRANCE ; 18 JUIN 1940 18 JUIN 2000 : UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE ; 18 JUIN 1940 18 JUIN 2000 : L'ESPRIT DE RÉSISTANCE ; AFFICHE BLEU-BLANC-ROUGE AVEC CROIX DE LORRAINE, PHOTO DU GÉNÉRAL DE GAULLE ET L'APPEL DU 18 JUIN 1940 ; CORSE : JOSPIN CASSE L'UNITÉ DE LA FRANCE ; LA FRANCE UNE ET INDIVISIBLE ; 2001, DANGER : LA GAUCHE, MAIN BASSE SUR LA VILLE.

Année 2001 :

MUNICIPALES UN SEUL COMBAT BATTRE LA GAUCHE ; CANTONALES UN SEUL COMBAT BATTRE LA GAUCHE ; RETRAITES, INSÉCURITÉ, TRANSPORTS, COURRIER... LA GAUCHE NE FAIT RIEN ; INSÉCURITÉ LA GAUCHE COUPABLE.

Année 2002 :

2002 BATTRE JOSPIN POUR BATTRE LA GAUCHE ; JOSPIN LE DÉSORDRE ; CHIRAC LA SÉCURITÉ ; CHIRAC LE VRAI GAULLISME ; † AVEC CHIRAC, POUR LA FRANCE ; JOSPIN T'ES FOUTU TON BILAN EST DANS LA RUE ; JOSPIN TROSKISTE HONTEUX ; NON À LA COHABITATION, OUI À LA FRANCE ; APRÈS JOSPIN BATTRE LA GAUCHE ; † MIL LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE ; 2002-2007 LA FRANCE DOIT GAGNER.

Année 2003 :

CHIRAC UNE FRANCE FORTE ; CHIRAC ASSURE L'AVENIR DE LA FRANCE ; RÉFORMER POUR SAUVER LES RETRAITES ; LES GRÉVISTES BRADENT L'AVENIR DES FRANÇAIS ; LA FRANCE PAYE LA GABEGIE SOCIALISTE ; † LA FRANCE, AIMEZ-LA OU QUITTEZ LA.

Année 2004 :

† FIER D'ÊTRE GAULLISTE ; † RÉGIONALES – CANTONALES : BATTONS LA GAUCHE ; † ÉLECTIONS EUROPEENNES : BATTONS LA GAUCHE ; † DE GAULLE, LA FRANCE ÉTERNELLE ; † DEMAIN COMME HIER : LE DANGER C'EST LA GAUCHE.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE
Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - CPPAP 0105 P 11181

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

- OUI, MOI AUSSI, JE SUIS FIER D'ÊTRE GAULLISTE !
- Je souhaite recevoir le diplôme (format 29.7x21 cm) et l'attestation (format 8x5 cm) du MIL (20 €)
- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €
- Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €
 Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €
- Je désire recevoir gratuitement le nouveau manifeste du MIL (version longue – 28 pages).

Date Signature
À remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L, 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret
Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr - Site : www.supermachine.org/MIL/

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.